



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Fonds social europeen

Question orale n° 1476

Texte de la question

M. Jean-Louis Idiart appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation de la mission locale départementale et rurale de la Haute-Garonne. La mission locale de la Haute-Garonne s'est vu notifier, dans le cadre du fonds social europeen, objectif 5 b, mesure 6, une subvention de 1 500 000 francs en 1995 et 2 000 000 francs en 1996. A ce jour, 2 837 196 francs ne sont pas encore versés, soit 837 196 francs pour l'année 1995 et 2 000 000 francs, c'est-à-dire l'intégralité de la subvention pour 1996. Durant ces exercices, la structure a pourtant financé la totalité des programmes concernés. Pour ce faire, elle a dû puiser dans son fonds de roulement avec toutes les conséquences dommageables que l'on peut imaginer sur le financement de ses activités et de ses investissements. Depuis décembre 1996, la direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle a été alertée de cette situation et des risques qui en découlent. La seule réponse est l'assurance du versement du solde de la subvention 1995 amputée par un rajustement tenant compte des variations de l'écu par rapport au franc, sans toutefois en connaître la date. S'agissant de la subvention 1996, les services de l'État n'ont pu fournir aucune précision sur l'éventualité d'un prochain versement, faisant simplement état de difficultés au niveau central. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quelle est la nature des difficultés à l'origine de ces retards ainsi que les mesures qu'il envisage de prendre pour faire débloquer les fonds FSE, en précisant les échéances prévisibles pour le solde des subventions 1995 et 1996. Par ailleurs, et pour parer au plus urgent en donnant un peu plus de souplesse de trésorerie aux missions locales, il souhaiterait savoir si M. le ministre peut autoriser le déplaçonnement du taux de 14 % concernant les provisions pour fonds de roulement qu'elles doivent respecter.

Données clés

Auteur : [M. Idiart Jean-Louis](#)

Circonscription : - SOC

Type de question : Question orale

Numéro de la question : 1476

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : économie et finances

Ministère attributaire : économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 avril 1997, page 2505

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 16 avril 1997